



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 28 novembre 2024

Zoom : Colombie – Le Ministère des finances a annoncé une coupe de 5,6 % du budget.

Le Ministère des Finances a annoncé le 27 novembre dernier une coupe de 6,4 Md\$ (28 400 Md COP), soit 5,6 % du budget de l'État voté pour 2024. Le Ministère avance la baisse de la collecte fiscale (-13,4 % réels) pour expliquer le besoin de couper dans la dépense afin de respecter la règle budgétaire (5,6 % de déficit de l'État). La chute des recettes fiscales est liée, selon le Ministère, à une sur-anticipation du prélèvement à la source en 2023 au titre de l'impôt sur le revenu 2024, à la suite de la réforme fiscale qui a eu lieu en 2022. Le Ministère anticipe donc que la situation retournera à la normale en 2025. La coupe est moins importante que celle qui avait été initialement anticipée (7,5 Md\$, 33 000 Md COP, soit 1,0 Md\$ de plus), le Ministère avançant les dépenses d'urgence nécessaires pour prendre en charge les populations impactées par les fortes pluies, notamment dans le Chocó et la Guajira. Cette somme intègre les 4,5 Md\$ de coupe déjà annoncés en juin dernier. Les $\frac{2}{3}$ de la baisse porteront sur les recettes de fonctionnement. Les Ministères des Finances, des Transports, du Travail et de l'Agriculture sont particulièrement touchés par la coupe.

Malgré la coupe budgétaire, la situation inquiète : le Comité Autonome de la Règle Budgétaire (CARF en espagnol, en charge du suivi du respect des engagements de la règle budgétaire et de la trajectoire des finances publiques) considère que la coupe devra être de 11,9 Md\$ pour respecter la règle budgétaire (soit 5,5 Md\$ de plus que la coupe actée par le Ministère). Plusieurs analystes estiment, qu'outre la coupe actée, une sous-exécution volontaire du budget modifié sera nécessaire pour respecter la règle budgétaire. Par ailleurs, le budget 2025 (qui ne sera pas voté et passera donc par décret présidentiel) présente un manque de financement de 2,7 Md\$: la réforme fiscale actuellement discutée pour ce même montant apparaît difficilement viable étant donné le contexte politique et les critiques des parlementaires vis-à-vis de la gestion budgétaire du Gouvernement. En outre, certains analystes estiment que – même en cas de réforme fiscale – le compte n'y est pas : selon Fedesarrollo (un centre d'études), il manquerait 8,3 Md\$ en 2025 : 2,7 Md\$ de la réforme fiscale, 2,0 Md\$ de reprise en base des moindre recettes fiscales de 2024 et 3,3 Md\$ de prévisions de hausse de la collecte fiscale du fait d'une « amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale », jugées sans fondement.

Bolivie

En 2024, la Bolivie atteint l'avant-dernière position du classement du risque pays en Amérique latine.

Selon l'indicateur JP Morgan, avec un indice de 1942 points, la Bolivie termine l'année 2024 comme le deuxième État avec le risque pays le plus important d'Amérique latine, juste après le Venezuela. Malgré une amélioration par rapport à son pic de 2 328 points en septembre, le pays reste marqué par des problèmes économiques persistants : baisse des exportations de gaz, rareté des devises, crise énergétique et inflation croissante. Ces difficultés, combinées à un déficit budgétaire chronique et des conflits politiques, dissuadent l'investissement étranger et accentuent la crise économique.

Le commerce extérieur chute de 3 Md\$ entre janvier et septembre 2024.

Les exportations ont diminué de 1,6 Md\$ (-19% g.a.) pour atteindre 6,7 Md\$, tandis que les importations ont chuté de 1,3 Md\$ (-16% g.a.), totalisant 7,1 Md\$. Le déficit commercial s'élève ainsi à 329 M\$. Cette baisse des exportations est principalement due à la diminution des ventes de gaz naturel (-24% g.a.), causée par l'épuisement des gisements, le manque d'investissements dans l'exploration et une baisse de la demande argentine. Pour autant, certains secteurs, comme l'agriculture, la pêche, les mines et l'industrie manufacturière, continuent d'afficher de fortes hausses : +82 % pour les bananes, +9 % pour le zinc et +56 % pour l'or métallique.

Colombie

Le Président Petro souhaite renégocier les chapitres relatifs au règlement des différends des accords de libre-échange avec les États-Unis et l'Union Européenne.

Le Président Petro a chargé son Ministre du Commerce, Luis Carlos REYES HERNÁNDEZ de renégocier ces deux accords commerciaux concernant les chapitres faisant référence aux tribunaux qui tranchent les différends entre les États-parties. Ces chapitres seraient, selon le

Président, «préjudiciables à la souveraineté nationale». Pour mémoire, la Colombie présidera l'année prochaine la CELAC¹, et estime nécessaire d'avoir renégocié cet article de l'accord de libre-échange entre la Colombie et l'UE en amont du prochain sommet UE-CELAC. Cette prise de position fait suite au litige venant d'être tranché par le centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale en faveur de l'entreprise espagnole *Telefónica*. Cette décision oblige l'État colombien à verser près de 500 M€ à *Telefónica*, dans une sentence liée à la vente de l'entreprise publique *Telecom* il y a deux décennies.

Le Président Petro souhaite que les tribunaux nationaux, ou à minima latinoaméricains, aient la charge de statuer lors de litiges. Pour mémoire, la Colombie a gagné plusieurs disputes dans le cadre du CIRDI, empêchant le paiement de 4,5 Md\$ par l'État colombien en réparation. Selon l'ancien Ministre José Manuel Restrepo, la probabilité de succès de l'initiative colombienne est limitée, mais met en risque les IDE entrants en Colombie et les potentielles opportunités de *nearshoring*.

Le prix du café à New York dépasse les 3 USD/livre, un record depuis 1977.

La livre de café a dépassé les 3USD/livre le 22 novembre dernier, un record depuis 1977, alors que la production colombienne augmente en parallèle. Selon l'Association nationale des exportateurs de café (*AsoExport*), la situation internationale de la production de café pousse les prix à la hausse, du fait de problématiques climatiques au Brésil et au Vietnam (plus de 50 % de la production mondiale à eux deux), qui impacte la production. **En parallèle, la production de café en Colombie a augmenté de 18 % g.a. depuis le début de l'année.** *AsoExport* anticipe une production de 12,5 millions de sacs de café pour 2024. A septembre 2024, les exportations colombiennes de café atteignent 2,3 Md\$, en hausse de 11 % g.a. Elles représentent 6,3 % du total des exportations colombiennes.

¹ Communauté des États Latino-Américains et Caraïbes, organisation régionale qui regroupe 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont l'objectif de renforcer l'intégration régionale, promouvoir le dialogue politique et économique, et représenter les intérêts communs des États membres sur la scène internationale.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,7%	21,9%	1397
Change USD/COP	0,3%	11,5%	4406
Change EUR/COP	0,5%	7,1%	4655
Prix du baril (Brent, USD)	-2,0%	-12,1%	72,83

Equateur

L'Etat a conclu les négociations pour la concession de la mine « Cangrejos ».

Le Ministère de l'Énergie a conclu les négociations pour la signature d'une nouvelle concession minière avec la société canadienne Lumina Gold. Il s'agit d'un projet dont la valeur nette est de 2,2 Md\$ avec des réserves permettant une production annuelle de 371 000 onces d'or et 41 millions de livres de cuivre. La concession de la mine Cangrejos située dans le sud-ouest du pays, a une durée de vie estimée de 26 ans et requerra des investissements de l'ordre de 1,4 Md\$ sur la période. Elle devrait permettre à l'Etat de toucher des royalties estimées à 6 Md\$ sur la période. Le contrat prévoit un projet de génération d'électricité de 80 Mw, qui lui permettra une opération autonome, dans un contexte où l'Etat a déconnecté les entreprises minières du réseau national en raison de la crise électrique (celles-ci devant générer leur énergie elles-mêmes), qui devrait entraîner une baisse de 20 % des exportations minières en 2024.

Le régulateur des télécommunications a suspendu la licence d'opération du câble sous-marin d'internet « Andino ».

Le régulateur équatorien des télécommunications, ARCOTEL, a suspendu unilatéralement la licence d'opération du câble sous-marin d'internet, assurant une liaison de 7 000 km entre la ville côtière de Manta et la Floride (Système de câbles Pacifique Caraïbes - PCCS). La décision d'Arcotel prévoit par ailleurs la réversion des actifs et de l'opération du câble à l'État dans un délai d'un an. Le concessionnaire, Telconet, détenait de manière exclusive depuis 2015 et pour une durée de 20 ans la licence

d'opération, via sa filiale Cable Andino - Corpandino. Telconet envisageait le déploiement d'un nouveau câble sous-marin de 6 000 km reliant la Floride à la ville d'Anconito (200 km au sud de Manta), à plus long terme.

Pérou

L'économie devrait croître de 3,2 % en 2024, selon le MEF.

L'économie serait soutenue principalement par une reprise de la demande interne et les dernières réformes fiscales. Cette croissance est accompagnée d'une réduction attendue du déficit budgétaire, qui devrait atteindre 2,8 % du PIB (contre 3 % en 2023), maintenant un des niveaux d'endettement les plus bas d'Amérique latine. Le Ministre de l'Économie a également mis en avant les efforts pour renforcer la confiance des investisseurs et améliorer les recettes publiques, grâce notamment à des mesures d'efficacité dans les dépenses et d'initiatives pour dynamiser le secteur privé. En outre, au troisième trimestre 2024, l'économie péruvienne a enregistré une croissance dynamique, à 3,8 %. Ces perspectives optimistes restent toutefois dépendantes de facteurs externes, comme les fluctuations des prix des matières premières, qui constituent un moteur clé de l'économie péruvienne.

L'investissement privé a augmenté de 4% au T3 2024

Cette hausse marque une reprise par rapport aux faibles augmentations des deux trimestres précédents (seulement de 0,1 % chacun). Elle a été portée par l'investissement extérieur non-minier qui a crû de 11,4 %, bien que partiellement compensé par une baisse de -7,9 % des investissements miniers sur la même période. La Banque centrale a également noté, entre juillet et septembre, une croissance notable de 18,8 % de l'investissement public, soutenu par des dépenses accrues aux niveaux régional et national.

Suriname

Accord avec Chinalco pour l'exploitation de bauxite

Le Suriname a conclu un accord de principe avec la société chinoise Chinalco (un des plus grands groupes miniers) pour l'exploitation de la bauxite dans la région de Bakhuis, dans l'ouest du pays. Cet investissement de **426 M\$** prévoit la création de deux entreprises, l'une pour l'exploitation minière et l'autre pour l'infrastructure, avec une participation de 13% pour l'État dans les deux structures, sans que l'État ait à investir. La production annuelle estimée est de 6 millions de tonnes, et des améliorations seront apportées à l'infrastructure locale, notamment la réhabilitation d'une voie ferrée et du port d'Apoera. Des mesures pour l'emploi local et un fonds de développement communautaire sont inclus, tandis que l'impact environnemental sera surveillé. Les recettes de l'État proviendront principalement de *royalties*, avec une durée de vie de la mine estimée à 30 à 50 ans.

Le président Santokhi a annoncé que chaque Surinamais bénéficiera d'une part des royalties pétrolières

Le président Chan Santokhi a annoncé que **chaque citoyen surinamais recevra 750 USD, avec un intérêt de 7 % par an, à la suite de la *Final Investment Decision* réalisée par TotalEnergies le 1^{er} octobre dernier.** Ce geste vise à garantir que les bénéfices des ressources naturelles profitent à la population, conformément à la Constitution qui prévoit une juste répartition des richesses issues de ressources naturelles. Le Président Santokhi a souligné que cette mesure vise à offrir des opportunités aux entrepreneurs et à la jeunesse surinamaïse, leur permettant de se former et de contribuer à l'avenir du pays. **Pour mémoire, les élections présidentielles auront lieu en mai prochain.**

Venezuela

PDVSA annonce un besoin crucial en équipements pour atteindre son objectif de production en 2025 de 1,22 M bpj.

Héctor Obregón, président de PDVSA, a révélé lors du Forum de la Chambre du pétrole Venezuela 2024 que la société pétrolière nationale a besoin de 1133 équipements spécifiques pour atteindre son objectif de production de 1,22 million de barils par jour d'ici fin 2025. Les besoins sont répartis par région : 78 plates-formes de forage, 24 barges et 78 câbliers pour la Ceinture de l'Orénoque ; 89 appareils de forage pour le secteur Est ; et 857 équipements divers, y compris des foreuses, des machines de levage et des navires, pour le secteur Ouest. **Obregón a invité les entreprises privées à soumettre des devis ou des propositions de partenariat pour soutenir cette ambition.**

Une explosion endommage le seul calcinateur de bauxite opérationnel

Dans la nuit du 24 novembre, une explosion a eu lieu dans le joint d'expansion du calcinateur EP-45-102, le seul des quatre calcinateurs de la CVG *Bauxilum* encore en service, les trois autres étant déjà hors-service. **Ce calcinateur est crucial pour la production d'alumine à partir de bauxite, permettant ainsi à la CVG Venalum de fabriquer de l'aluminium.**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	17,96	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,796	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,46	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.
jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)